

Conseil de Gouvernement du jeudi 19 avril 2012



Le Conseil de Gouvernement réuni, jeudi, a adopté deux projets de loi et un projet de décret relatifs au secteur financier et à la gestion des déchets et plusieurs conventions internationales

Le Conseil de Gouvernement adopte deux projets de loi et un projet de décret relatifs au secteur financier et à la gestion des déchets

M. Idriss Azami Al Idrissi, ministre chargé du budget, a indiqué lors d'un point de presse à l'issue du Conseil, que ce dernier a examiné et adopté le projet de loi n 42-12 relatif au marché des instruments financiers à terme, présenté par le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget. Le marché à terme constitue un jalon essentiel pour parfaire la structure du marché financier national, en ce sens qu'il vise à approfondir le marché financier et à en renforcer la prestation et la stabilité.

Ce projet de loi tend à instituer les règles d'organisation, de gestion et de contrôle d'un marché à terme organisé. De même, il définit les instruments financiers qui peuvent faire l'objet de transactions dans le marché à terme, ainsi que les institutions du marché auxquelles est confiée la gestion du marché à terme et les opérateurs de ce marché. Il définit aussi les autorités de ce marché qui sont en charge du contrôle des institutions, les opérateurs du marché à terme, ainsi que les règles de son fonctionnement.

Le Conseil a également adopté le projet de loi n 43-12 relatif à la commission marocaine des marchés de capitaux, présenté par le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget. Les principales dispositions de ce texte consistent essentiellement en le renforcement de l'indépendance du conseil des valeurs mobilières et l'extension des missions de la commission au contrôle de l'ensemble des services du marché des capitaux, ainsi que le renforcement de la responsabilité de la commission marocaine des marchés de capitaux à travers la mise en place de mécanismes de son contrôle par l'Etat.

Le Conseil a étudié et adopté le projet de décret n 2.12.172 portant application des articles 52 et 83 de la loi n 28.00 relative à la gestion des déchets présenté par le ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. Le décret vise à définir les caractéristiques techniques dont on doit tenir compte lors de l'équipement et de l'exploitation des centres d'incinération, dont la principale activité est l'élimination des déchets, ainsi que les conditions et les exigences qui doivent être respectées pour ce qui est des constructions qui assurent la valorisation des déchets à travers l'incinération pour produire de l'énergie.

Le Conseil de gouvernement adopte plusieurs conventions internationales

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté plusieurs conventions internationales portant sur le traité de Vienne sur la Classification internationale des éléments figuratifs des marques, le Traité de Singapour sur le droit des marques et traité de Locarno sur la Classification internationale pour les dessins et modèles industriels.

Lors d'un point de presse à l'issue de cette réunion, le ministre délégué chargé du Budget, Idriss Azami Al-Idrissi, a indiqué que le Conseil a ainsi approuvé le projet de loi 32.12 portant approbation de l'arrangement de Vienne sur la Classification internationale des éléments figuratifs des marques, signé le 12 juin 1973 et modifié le 1er octobre 1985.

Cette convention, présentée par le ministre délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger, stipule la mise en place d'un comité d'experts qui sera en charge de faciliter l'utilisation de cette classification ainsi que la mise sur pied d'une association qui veillera à assurer la mise en œuvre de cette convention.

Le Conseil a également adopté le projet de loi 48.12 portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques (27 mars 2006), qui vise à instaurer des règles juridiques déterminant la nature des marques commerciales, leur enregistrement et les moyens de les protéger contre toute contrefaçon.

Il a, de même, adopté le projet de loi 49.12 portant approbation du traité de Locarno sur la Classification internationale pour les dessins et modèles industriels, signé le 8 octobre 1968 et modifié le 28 septembre 1979, qui stipule la mise en place d'une union pour l'élaboration d'un régime unifié pour la classification internationale pour les dessins et modèles industriels.

